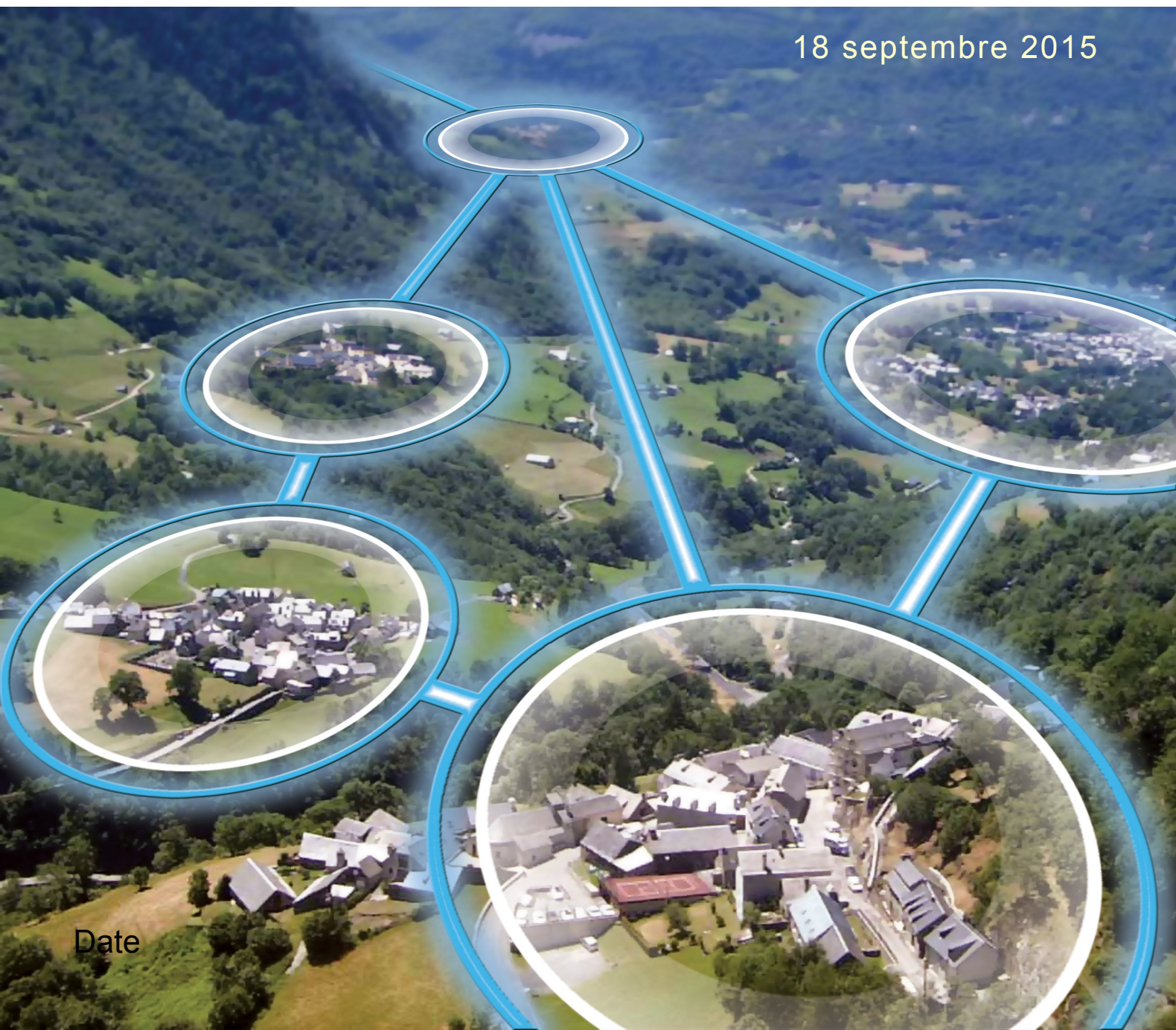


Consultation publique ARCEP

Mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné en dehors des zones très denses

Contribution du groupe Aménagement Numérique des Territoires

18 septembre 2015



Avertissement

Ce document constitue la contribution du groupe Aménagement numérique des territoires de la Direction Territoriale Ouest du Cerema à la consultation publique proposée par l'ARCEP. A ce titre, le groupe ANT est seul responsable de son contenu.

C'est en tant qu'expert et observateur du domaine que le groupe ANT participe à cette consultation.

Ses observations n'engagent ni le Cerema, ni les directions de ses deux ministères de tutelle en charge des politiques publiques d'aménagement du territoire.

• Remarque liminaire

Sur le plan réglementaire

L'article 3 de la décision de l'ARCEP n°2010-1312 dispose :

L'opérateur d'immeuble installe un point de mutualisation suffisamment dimensionné pour desservir l'ensemble des logements ou locaux à usage professionnel de la zone arrière correspondante. Depuis ce point de mutualisation, il déploie vers les logements et locaux à usage professionnel, dans un délai raisonnable à la suite de la déclaration de la zone arrière de son point de mutualisation, un réseau horizontal permettant de raccorder l'ensemble des logements ou locaux à usage professionnel de la zone arrière à proximité immédiate de ces logements.

Au cours des cinq années qui se sont écoulées depuis que l'ARCEP a publié cette décision, les premiers déploiements effectifs ont permis aux opérateurs de la mettre en œuvre. Les difficultés opérationnelles rencontrées pour la respecter strictement dans les zones d'habitat isolé ont amené l'ARCEP à proposer la présente consultation.

Celle-ci porte essentiellement sur deux points :

- des recommandations d'architecture
- un assouplissement des contraintes de construction en proposant un déploiement des PBO à la demande.

Cas des résidences secondaires

Il est apparu au groupe ANT que cet éventuel assouplissement pourrait viser d'autres types d'habitat. Dans certains territoires, qui ne peuvent être qualifiés d'"habitat isolé", il serait économiquement raisonnable de ne pas dimensionner les réseaux de desserte pour desservir "l'ensemble des logements ou locaux à usage professionnel de la zone arrière (du PM)", ce qui aurait pour avantage de réduire les investissements des opérateurs et, par conséquent, d'accélérer globalement les déploiements.

Ces territoires sont ceux des communes qui possèdent un fort taux de résidences secondaires, où l'on peut imaginer que l'appétence des propriétaires pour un abonnement FttH sera faible, à l'heure où les réseaux mobiles apparaissent de plus en plus performants et où les usagers en sont de plus en plus friands.

C'est la raison pour laquelle, en complément des réponses aux questions posées par l'ARCEP dans la présente consultation, le groupe ANT propose une note de réflexion, résultat d'une étude statistique succincte mais pleine d'enseignements, réalisée récemment.

Autre élément de contexte

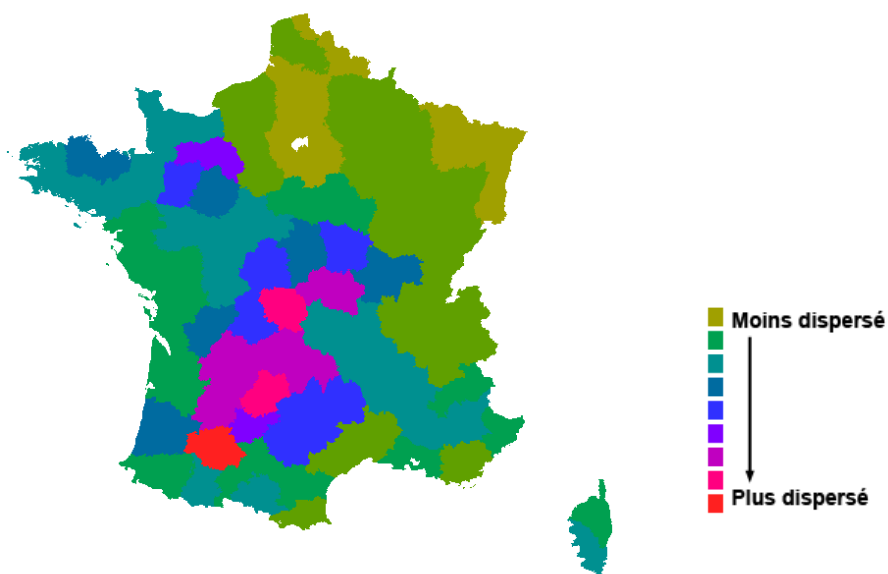
Pour qu'il soit possible de desservir en fibre optique des entreprises, en priorité, avec une architecture de réseau moins coûteuse que le FttO, l'État, dans l'édition 2015 de son cahier des charges de l'appel à projets France très haut débit, introduit la possibilité d'aider financièrement les collectivités qui déploieraient des SRO (sous répartiteurs optiques) destinés à devenir ultérieurement des PM, dans le respect des contraintes réglementaires qui encadrent aujourd'hui les déploiements du FttH en dehors de la zone très dense. (se référer au chapitre 1.6.6 Composante "Transport anticipé de la future boucle locale optique mutualisée").

Les entreprises visées sont souvent isolées en territoire rural. Or, la consultation mentionne tantôt les logements et locaux à usage professionnel, tantôt les logements seuls.

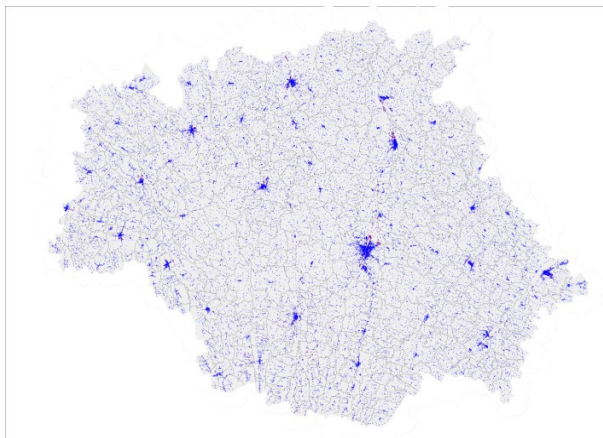
Dans ce contexte, doit-on considérer que le cas des petites entreprises isolées entre dans le champ de la présente consultation ? Dans sa contribution, le groupe ANT a considéré que oui.

Hétérogénéité de l'habitat en France en dehors des zones urbaines

En appliquant une méthode propre qui identifie l'habitat isolé, le Groupe ANT a mis en lumière la grande différence qu'il existe entre les territoires même s'ils affichent des densités voisines. La carte ci-après présente cette diversité de situations.

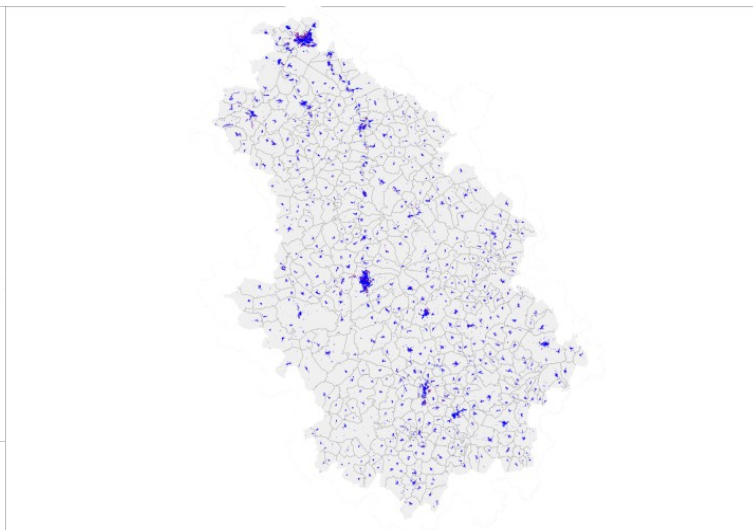


Un zoom sur deux départements ruraux de population et de densité moyenne proches permet de constater cette diversité.



Source : IGN BD Topo

GERS



HAUTE-MARNE

Il importe donc de prévoir des règles qui tiennent compte de cette diversité et évitent de pénaliser doublement les territoires dans lesquels la construction des lignes est déjà bien plus coûteuse qu'ailleurs.

• Réponses aux questions de l'ARCEP

1.1 - Notion de proximité immédiate

Question n°1 : Les contributeurs partagent-ils la lecture de l'Autorité sur le fait que le **PBO est en pratique** le dernier point d'arrêt du réseau avant la construction du raccordement final et que son positionnement doit donc coïncider avec la notion de **proximité immédiate** des logements et locaux à usage professionnel ?

Sur le PBO lui-même

Le PBO a, avant tout, une valeur réglementaire. C'est en le posant que l'opérateur d'immeuble achève son travail imposé par la réglementation. La qualification d'un réseau en tant que "FttH" est conditionnée par l'existence d'un PBO posé. En aval, le raccordement final de l'abonné peut se faire en fibre ou en cuivre (FttDP).

Le respect de la proximité immédiate est un impératif destiné à réduire le nombre et la longueur effective des raccordements longs, et donc les coûts excessifs à supporter par les opérateurs commerciaux, et, au final, probablement, l'abonné, la répartition des coûts étant évoquée plus loin dans cette contribution.

Cela dit, le groupe ANT partage sans réserve la lecture de l'ARCEP relativement à la fonction pratique du PBO.

En revanche, le groupe ANT relève que, dans son analyse, l'ARCEP écrit à propos du raccordement final :

*le coût des travaux nécessaires à la construction de cette partie terminale est relativement élevé, notamment en dehors des zones très denses où il peut atteindre plusieurs centaines voire **quelques milliers d'euros par logement**. La plupart des opérateurs ne souhaitent donc effectuer cet investissement que s'ils sont assurés que ces travaux conduiront à un abonnement effectif de l'utilisateur final à des services, **permettant de recouvrer leurs coûts à moyen terme**.*

Sur le coût du raccordement final

Si le raccordement final coûte quelques milliers d'euros, recouvrer l'investissement à moyen terme (10 ans) est totalement exclu. En effet, à titre d'illustration, on peut faire le calcul suivant :

un raccordement qui coûterait 2 000 € sur une ligne qui aurait déjà coûté peut-être 2 000 € jusqu'au PBO, car située dans une zone peu dense, est impossible à amortir dans le cadre d'une offre commerciale nationale.

Même si l'usager acceptait que son abonnement soit majoré de 5 € car il est situé à l'écart, 33 années seraient nécessaires pour totaliser 2 000 €, ce qui est bien sûr un minimum qui ne tient pas compte de tous les frais annexes, dont les frais financiers.

Proposition du groupe ANT:

Pour ces lignes, il n'est pas raisonnable d'aborder la question du coût du raccordement final avec un simple objectif de retour sur investissement. Une logique de contrainte s'impose, qui s'appuie sur une dose de péréquation à définir, entre deux situations extrêmes :

- les lignes construites dans des conditions économiques favorables, dans les unités urbaines au sens de l'INSEE (3/4 des logements de France métropolitaine)
- les lignes d'un coût élevé jusqu'à l'abonné, en habitat isolé.

1.2 - Positionnement du PBO dans les zones d'habitat dispersé

Question n°2 : L'Autorité invite les contributeurs à s'exprimer sur l'analyse des **3 scénarios** considérés ainsi que sur les **deux paramètres** retenus en conclusion, à savoir que **deux** câbles au plus peuvent cheminer sur un même tracé sur une distance supérieure à **cent** mètres.

1.2.1 - Longueur maximale du cheminement commun

L'ARCEP a proposé un seuil de 100m en partant du principe de limiter la longueur des parcours communs des lignes d'abonnés à une ou deux portées de câble. Or, les poteaux téléphoniques ne sont pas séparés de 50 mais de 35m.

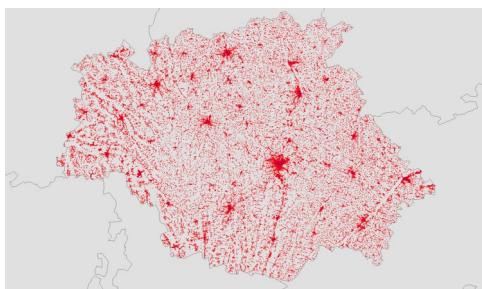
En outre, 100m apparaît une distance insuffisante en habitat dispersé, compte tenu de la réalité géographique de ce type d'habitat.

A titre d'illustration, sont repris ci-après les deux départements du Gers et de la Haute-Marne, qui ont des populations et des superficies voisines, 189 000 et 182 000 habitants, 6 257 et 6 211 km². Les cartes en page suivante sont le résultat de l'application d'un tampon de diamètre croissant (100m, 200m, 500m et 1 km) posé autour des centroïdes des bâtis indifférenciés¹.

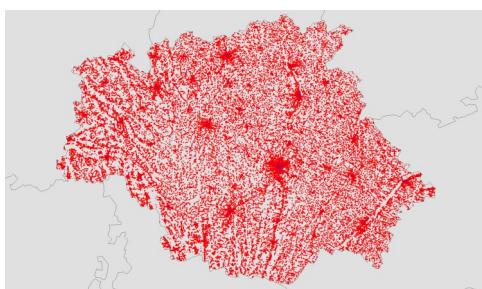
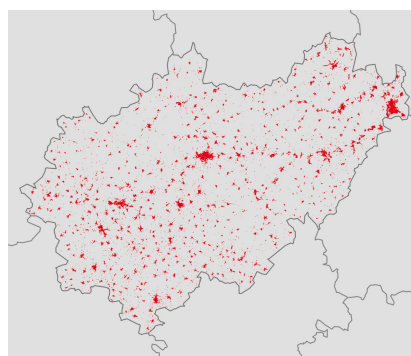
On constate qu'avec un tampon d'un kilomètre, on couvre pratiquement la totalité du territoire du Gers, ce qui démontre le caractère dispersé de l'habitat dans ce territoire. Il n'y a pas de grandes zones sans locaux, contrairement à la Haute-Marne, dont l'habitat groupé laisse de grandes taches blanches avec des tampons de 1km.

Cela signifie que, dans un territoire comme celui du Gers, certes un cas extrême, où les premiers voisins de nombreux locaux sont à 1km, il sera inévitable d'avoir des parcours communs de raccordement final très supérieurs à 100m.

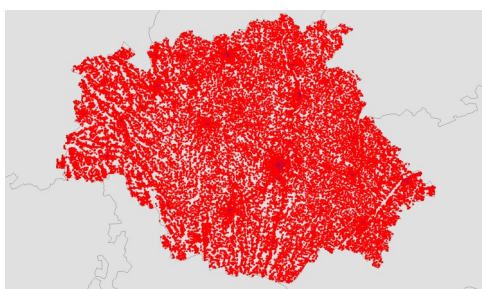
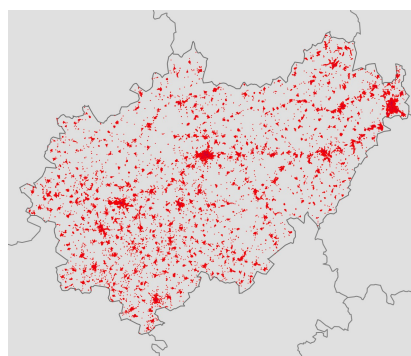
¹Au sens de la BD Topo de l'IGN utilisée ici



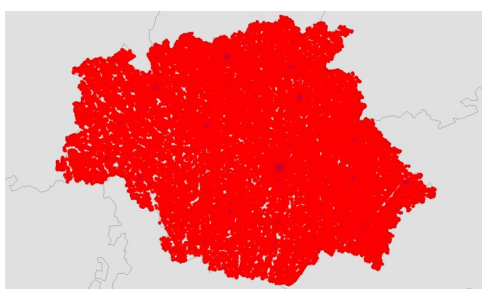
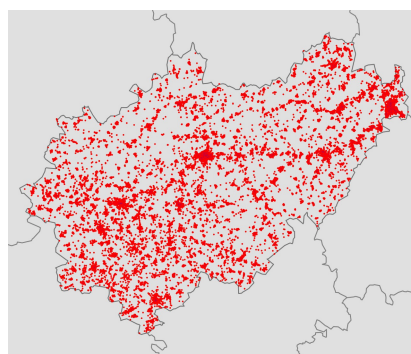
Tampon diamètre 100m



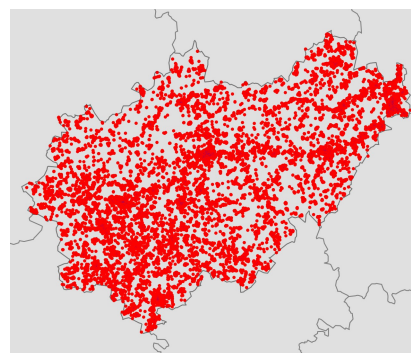
Tampon diamètre 250m



Tampon diamètre 500m



Tampon diamètre 1000m



Nota : les images de la Haute-Marne sont tournées de 90° pour améliorer la mise en page.

Proposition du groupe ANT :

Le groupe ANT propose de fixer à 10 portées de poteaux téléphoniques (350m) le seuil au-delà duquel il sera demandé de rapprocher le PBO des locaux à desservir.

En outre, à cela s'ajoute la contrainte d'accessibilité du PBO en cas de churn (fibre/fibre ou cuivre/fibre). Il importe donc que le PBO puisse être posé en un lieu restant accessible depuis le domaine public ouvert à la circulation (accès par nacelle).

Cas particuliers

Dans l'hypothèse où il ne serait pas possible de poser le PBO dans le domaine public en respectant la longueur maximale fixée, la réglementation devrait tolérer des longueurs de cheminements communs supérieures. Il est en effet important de maintenir l'accès au PBO depuis le domaine public.

1.2.2 - Référence à un point intermédiaire dans le réseau

Dans son exposé, l'ARCEP affirme :

*les PBO marquent la **limite logique** entre le réseau déployé de manière systématique et le raccordement final réalisé à la demande d'un opérateur commercial en vue de desservir un client final.*

Certes, le PBO matérialise un nœud dans l'architecture d'un réseau FttH. S'y concentrent les lignes individuelles des raccordements finals des abonnés. Mais c'est surtout une limite réglementaire.

En pratique, les opérateurs qui déploient des réseaux par endroit utilisent un autre nœud du réseau, entre les PM et le PBO : le PA pour Point d'Aboutement. Il est défini comme suit dans l'offre de référence du FttH d'Orange :

point d'aboutement (PA) : *point d'extrémité du réseau de distribution en provenance du PM. Il est situé dans une chambre de génie civil à proximité des logements couverts ; il permet le raccordement du câblage de sites au réseau de distribution.*

Dans l'ingénierie et la commercialisation des lignes en aval de ce PA, l'opérateur considère que les locaux sont " adressables " quand ce PA est posé.

Proposition du groupe ANT :

La réglementation pourrait se référer à ce point logique de l'architecture d'un réseau FttH et en faire un point réglementaire dans l'optique de permettre la pose de PBO à la demande, point traité dans la suite de ce document.

1.2.3 - Sur le nombre de câbles maximum (deux) en cheminement commun

Sur les contraintes de la topographie des lieux sur la topologie du réseau

Dans ses schémas explicatifs, l'ARCEP représente des logements disposés en étoile autour du PBO. C'est sans aucun doute le cas des logements isolés mais groupés (hameau), chacun relié par un câble individuel au PBO. Mais, dans le cas où les logements sont répartis en ligne, comme dans une vallée de montagne ou le long d'une route de campagne, le raisonnement développé par l'ARCEP relativement à la longueur

des parcours communs des câbles de raccordement final des abonnés peine à s'appliquer.

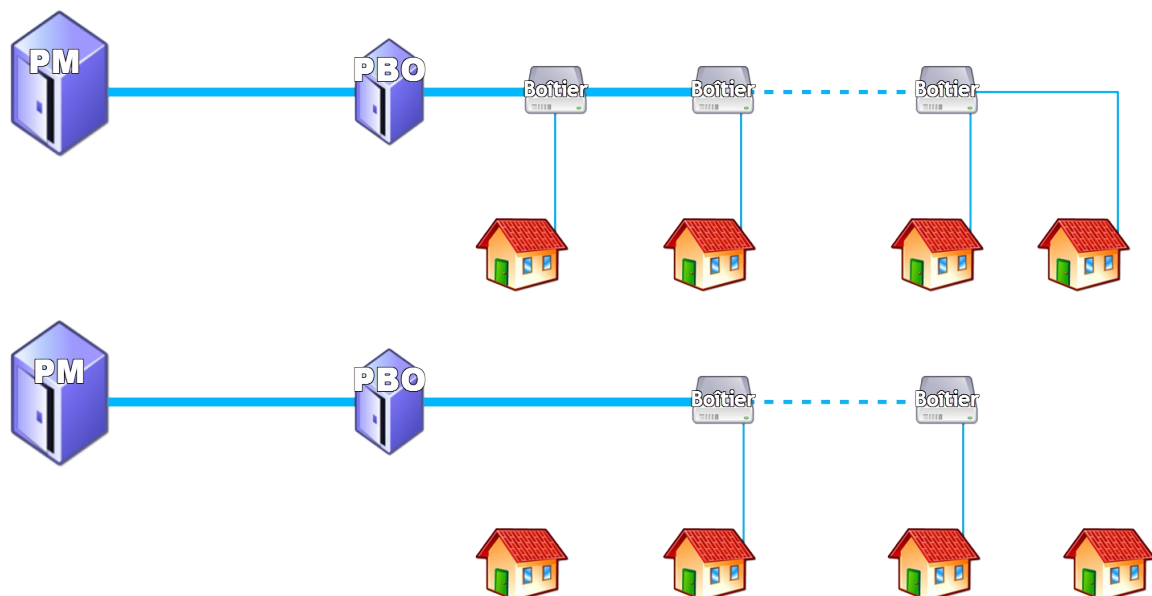
Proposition du groupe ANT :

On pourrait imaginer qu'après avoir identifié dans l'étude d'ingénierie le groupe de logements à raccorder, de considérer que **le PBO qui serait posé à proximité immédiate du premier logement potentiellement raccordable remplirait les obligations réglementaires.**

Ainsi, quand le premier client qui s'abonnerait serait le plus près du PBO, il serait relié par un câble comportant suffisamment de fibres pour raccorder tous les abonnés potentiels identifiés en aval du réseau. Ensuite, si un abonné situé au-delà manifeste le désir d'être raccorder, l'opérateur repartirait du branchement du premier abonné (un petit boîtier pourrait être posé sur un poteau, plus simple donc moins cher qu'un PBO) pour aller chercher l'abonné suivant, avec un câble qui permettra de raccorder à son tour, de la même manière, les éventuels logements situés plus loin sur la route. (voir le premier schéma ci-dessous)

Si le premier client qui s'abonne n'est pas le plus proche du PBO, l'opérateur le raccorde en prévoyant le nombre de fibres ad hoc et la possibilité de raccorder ultérieurement un abonné plus près du PBO. On procèdera alors par piquage sur le câble quand l'abonné fera une demande de raccordement. (voir le second schéma ci-dessous)

Deux bornes restent à définir avec les professionnels de l'ingénierie des réseaux FttH: une borne basse pour la distance entre le PBO et le premier abonné potentiel, une borne haute pour le dernier.



fibre optique : câbles de différentes tailles

1.2.4 - A titre de comparaison, le cas du cuivre

Le principe du chaînage proposé plus haut est déjà appliqué en zone pavillonnaire pour le raccordement au réseau téléphonique. Sur la photo ci-après, un câble unique parcourt la rue et toutes les deux maisons, un PC est posé en piquage sur ce câble (repéré par un trait rouge).



Charge des poteaux

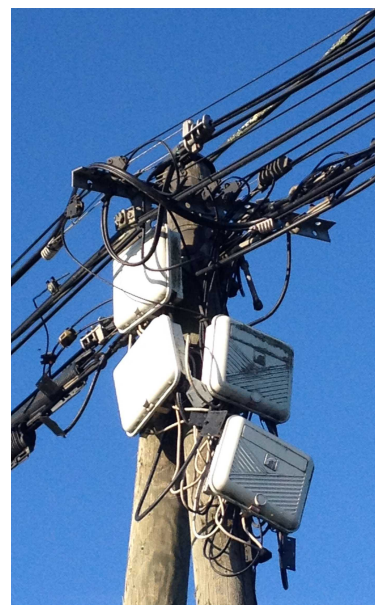
Il n'est pas rare d'observer en campagne, sur les traverses des poteaux bois ou métal d'Orange, plus de deux lignes d'abonnés téléphoniques ainsi que des câbles multipaires qui alimentent les PC. Imposer un nombre maximal de deux lignes en cheminement commun est trop exigeant, d'autant que les câbles de fibres optiques sont bien plus légers que les câbles de paires de cuivres.

Proposition du groupe ANT :

Le nombre maximum de câbles individuels devrait être porté à quatre. En outre, pour alléger la charge des poteaux, il pourrait être imposé à l'opérateur qui réalise le raccordement final de retirer la ligne cuivre d'un abonné dès lors qu'il s'abonne à la fibre, pour soulager les poteaux téléphoniques concernés.

Au-delà, dès que plus aucune paire d'un PC n'est utilisée, il pourrait être demandé à Orange de le déposer ainsi que le câble qui l'alimente, ce qui allégerait la charge des poteaux, souvent en bois, prolongeant leur durée de vie, sans oublier les poteaux du réseau de distribution électrique.

Cette pratique conforterait un principe de non réversibilité dans le passage du cuivre à la fibre optique favorable au déploiement du réseau FttH.



1.3 - Conséquences du positionnement du PBO sur les pratiques tarifaires concernant le raccordement final

Question n°3 : Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur l'analyse de l'Autorité concernant la problématique des raccordements sur devis et les préconisations envisagées.

Préconisations de l'ARCEP:

Dans les zones d'habitat dispersé, il semble raisonnable que les opérateurs d'immeuble adaptent les modalités de tarification du raccordement final afin de prendre en compte l'existence de coûts de construction plus variables, et généralement plus élevés, que dans les zones très denses.

Par ailleurs, l'Autorité estime que les modalités tarifaires doivent être définies de manière à limiter autant que possible le recours aux tarifications sur devis, qui devraient demeurer une pratique réservée aux sites très isolés, difficiles d'accès ou sujets à des difficultés techniques particulières.

Le devis doit rester l'exception, sous peine de compromettre gravement la commercialisation du FttH.

Aujourd'hui, en matière de pratique dans la zone très et moyennement dense (communes importantes de la zone AMII), on relève trois types de forfaits, hors promotions temporaires qui peuvent diviser par deux ces prix :

- appartement : 99€
- maison raccordée en aérien : 149€
- maison raccordée en souterrain : 199€

A titre de comparaison, pour un raccordement câble, l'opérateur facture 60€ pour l'intervention du technicien et 50€ pour une reprise de câblage, soit 110€.

Pour que le taux de pénétration du FttH en zone peu dense ne soit pas trop inférieur à celui constaté dans le reste du territoire, il faudrait que les tarifs de raccordement pratiqués ne soient pas très éloignés de ceux-là.

Comme cela a été dit en réponse à la question 1, il n'est pas réaliste de faire supporter à l'utilisateur le surcoût de construction de sa ligne et de son raccordement final, sous peine de le dissuader de s'abonner.

Proposition du groupe ANT :

Le nombre de raccordements finals sur devis dans une zone arrière de PM ne devrait pas excéder 5 % des lignes.

Le tarif des raccordements à tarifs forfaitaires devraient être au plus près de ceux pratiqués en zone dense. Un moyen d'y parvenir serait de faire jouer une péréquation nationale, exprimée simplement : faire payer les citoyens un peu plus cher pour financer les ruraux.

Sur le raccordement final en FttDP

En raison du coût élevé des raccordements finals en fibre, les opérateurs commerciaux pourraient être tentés de proposer des raccordements finals en FttDP. Mais cette solution se heurtera à deux difficultés techniques qui rendront le VDSL2, et à plus forte raison le G-Fast, technologie utilisée dans les boîtiers FttDP, peu performant :

- les paires à plat largement déployées dans les zones rurales devraient être sans doute, pour des raisons de performances, remplacées par des paires torsadées, ce qui entraînera un coût supplémentaire, et dans ce cas, déployer de la fibre optique serait plus économiquement efficace
- la longueur des lignes entre PC et abonnés qui peuvent se compter en centaines de mètres, distance qui élimine le G-fast et handicape le VDSL2

1.4 - Possibilité de différer la pose du PBO pour certains logements et locaux professionnels situés en zones d'habitat dispersé

Question n°4 : Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur le caractère pertinent et efficace de l'identification éventuelle d'un **nombre limité** de logements comme étant **raccordables sur demande**, en anticipation d'une faible appétence à court et moyen terme pour les services à très haut débit. Le cas échéant, quels aménagements et/ou compléments serait-il pertinent de prendre en compte afin de **garantir l'effectivité de l'obligation de complétude** ?

1.4.1 - Remarque liminaire

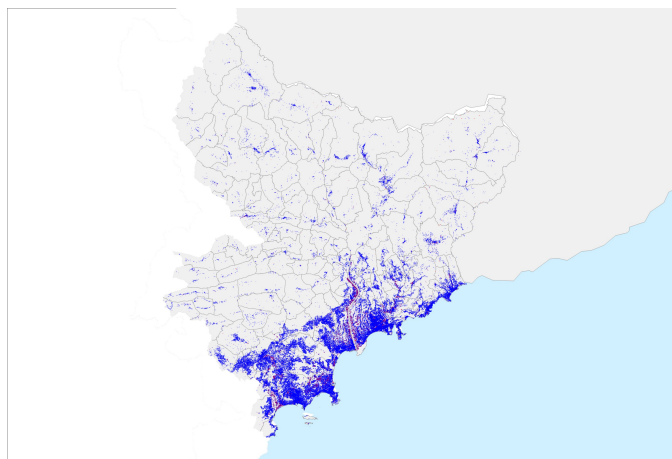
Raccordement sur devis et local raccordable à la demande risquent d'être vécus comme deux expressions d'une même réalité. Or, il s'agit de deux cas bien distincts :

- pour un **raccordement sur devis**, le PBO est posé mais l'utilisateur est suffisamment éloigné de ce dernier pour que l'opérateur commercial établisse un devis pour son raccordement
- pour un **raccordement à la demande**, le PBO n'est pas encore posé. Il faut d'abord que le FAI fasse poser le PBO, ce qui n'exclut pas qu'ensuite le raccordement final soit également sur devis.

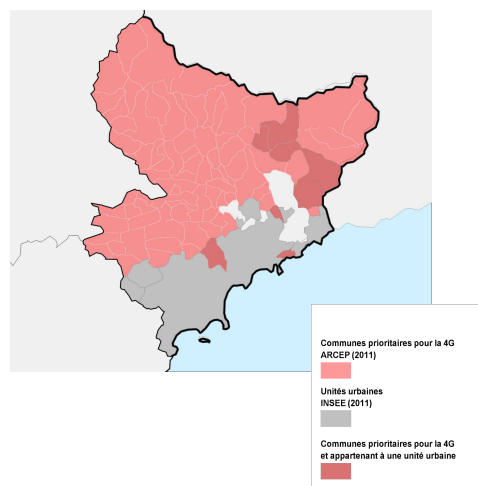
1.4.2 - Qu'est-ce qu'un "nombre limité" de logements ?

Compte tenu de la diversité géographique de l'habitat dans les territoires français, ce nombre doit pouvoir varier. Il doit tenir compte de la difficulté réelle à déployer un réseau FttH pour chacun. Comme cela a été démontré plus haut, le critère de densité, simple à utiliser, conduirait à des décisions inéquitables.

La typologie de l'habitat peut varier au sein même d'un département : l'habitat peut être dispersé sur une partie, groupé sur une autre (exemple ci-après des Alpes-Maritimes).



Source : IGN BD Topo



Nettement plus petit que le département, l'IRIS, défini par l'INSEE, a été par le passé utilisé par l'ARCEP pour réguler les déploiements dans les poches de basse densité de la zone très dense. Cette découpe très fine du territoire présente l'inconvénient de ne pas correspondre à la découpe du territoire en zones arrière de PM ou de NRO, plus grandes.

En matière de réseau mobile, l'ARCEP a établi, dans le cadre de l'attribution des fréquences 800MHz pour la 4G, une liste de communes que les opérateurs devront couvrir en priorité. La comparaison des deux cartes des Alpes-Maritimes montrent une forte corrélation entre habitat peu dense et communes prioritaires.

Le cahier des charges de l'appel à projets France Très haut débit a modulé le taux d'aide apporté aux départements en fonction d'un indice qu'il a établi et qui tient compte de la dispersion de l'habitat sur chacun d'eux.

Proposition du groupe ANT :

En s'inspirant de ce qui a été exposé précédemment, le groupe ANT propose que l'ARCEP établisse, pour chaque département, un nombre maximum de locaux raccordables à la demande. Ce nombre pourrait résulter d'un calcul comptabilisant les locaux des communes prioritaires de la 4G, modulé par un indice de dispersion de l'habitat sur ces communes. Ce nombre ne pourrait excéder 10 % de ces locaux pour les territoires à l'habitat le plus dispersé et 1 % pour les moins dispersés.

1.4.3 - Raccordable à la demande : une définition

L'ARCEP propose de retenir les locaux pour lesquels il n'y a *"pas de demande potentielle à court et moyen terme"*

Dans cette expression, la première notion à définir est "moyen terme", qui ne recouvre aucune valeur légale ou réglementaire. Le groupe ANT propose 10 ans, une durée cohérente avec le plan FTHD qui finance pendant cette période les raccordements finals des RIP FttH.

Ensuite, il faut caractériser l'absence de demande de manière simple et objective.

Malgré la diversité de l'habitat en France, il faut des critères nationaux.

Le groupe ANT propose de qualifier de "non demandeur" un local occupé mais non abonné à l'ADSL alors qu'il y est éligible.

Ce choix est plus restrictif que le fait d'être simplement abonné à une ligne téléphonique RTC. C'est le cas souvent de logements occupés par des personnes âgées peu intéressées par l'internet et de certaines résidences secondaires pour lesquelles il existe une catégorie d'abonnement téléphonique spécifique. Orange recommande son offre Découverte (<http://boutique.orange.fr/internet/offre-decouverte?rdt=o>) pour disposer de l'ADSL à moindre coût dans ces logements.

La proposition du groupe ANT permet d'utiliser des bases commerciales et techniques des opérateurs qui donneront des informations quantifiables et géolocalisables pour la plupart.

Cas des lignes en zone blanche

Pour ne pas qualifier de demandeurs potentiels tous les locaux en zone blanche de l'ADSL, il pourrait être utile de ne retenir comme "non demandeurs" que ceux qui ne sont pas abonnés à une offre d'internet haut débit alternative à l'ADSL.

1.4.4 - Raccordable à la demande : éviter les contestations d'utilisateurs

On entrevoit dès maintenant les difficultés qu'il y aura à convaincre les utilisateurs de l'ADSL à s'abonner à la fibre si le coût de raccordement, qui n'est actuellement pas négligeable pour de nombreux foyers déjà éligibles, était encore plus élevé en zone d'habitat isolé. Il faut mettre tout en œuvre pour réduire au maximum ce coût pour le couple opérateur d'immeuble-opérateur commercial, mais il restera inévitablement supérieur, et parfois très nettement, à celui obtenu dans des zones moyennement urbanisées.

Dans l'hypothèse où l'opérateur commercial voudrait faire supporter à l'utilisateur une partie du coût de la pose d'un PBO, celui-ci serait fondé à protester.

Dans ces conditions, le risque est que l'Opérateur Commercial déclare à l'utilisateur qu'il est inéligible pour s'éviter des frais trop élevés par rapport au gain attendu de l'acquisition d'un nouveau client.

Ce point milite pour que l'utilisateur supporte le moins possible le coût important de son raccordement.

1.4.5 - Garantir l'effectivité de l'obligation de complétude

Proposition du groupe ANT :

Un moyen de garantir l'effectivité de l'obligation de complétude consiste à régler la question du financement de la pose ultérieure de PBO. Pour ce faire, il faudrait contraindre l'opérateur d'immeuble à provisionner une enveloppe financière destinée à construire un nombre suffisant de PBO sur demande chaque année.

Ce principe existe déjà dans le domaine de l'exploitation de centre de stockage de déchets. Les articles L553-3 et L516-1 du code de l'environnement définissent les conditions suivantes :

La mise en activité, tant après l'autorisation initiale qu'après une autorisation de changement d'exploitant, des installations définies par décret en Conseil d'Etat présentant des risques importants de pollution ou d'accident, des carrières et des installations de stockage de déchets est subordonnée à la constitution de garanties financières.

Ces garanties sont destinées à assurer, suivant la nature des dangers ou inconvénients de chaque catégorie d'installations, la surveillance du site et le maintien en sécurité de l'installation, les interventions éventuelles en cas d'accident avant ou après la fermeture, et la remise en état après fermeture. Elles ne couvrent pas les indemnités dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par fait de pollution ou d'accident causé par l'installation.

Un décret en Conseil d'Etat détermine la nature des garanties et les règles de fixation de leur montant.

Sans préjudice de la procédure d'amende administrative prévue au 4° du II de l'article L. 171-8, les manquements aux obligations de garanties financières donnent lieu à l'application de la procédure de consignation prévue au 1° du II de l'article L. 171-8, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

1.4.6 - Raccordable à la demande : qui paie ?

Ce principe a déjà été mis en œuvre dans le cadre du PPP Auvergne THD. Il serait intéressant pour les acteurs du marché de connaître le retour d'expérience que peut en faire la Région. Dans ce cas précis, le contrat de partenariat est l'outil adéquat pour garantir l'effectivité de l'obligation de complétude.

La difficulté pour appliquer cette tolérance dans la complétude des déploiements va pour l'essentiel consister à définir des critères objectifs et aussi quantifiables que possible, afin d'éviter des discussions sans fin entre opérateur d'immeuble et opérateurs commerciaux pour la caractérisation en « raccordable à la demande » des locaux.

Dans la situation actuelle du marché qui ne devrait pas significativement évoluer avant quelques années, cette problématique va, dans la majorité des cas, être vécue par les RIP FttH. L'acteur chargé du premier investissement sera enclin à limiter celui-ci autant que possible aux dépens de l'opérateur qui exploitera le réseau et devra financer au fil du temps les poses de PBO à la demande.

Le portage du risque dépendra de la forme de délégation qui sera choisie par la collectivité maître d'ouvrage : marché de travaux suivi d'un affermage, délégation de service public concessive, en tout ou en partie seulement, marché de conception réalisation exploitation maintenance (CREM).

Quant à l'effectivité de l'obligation de complétude, elle pourra être inscrite dans le contrat d'exploitation technique et commerciale du réseau.

1.4.7 - Le futur : statut de zone fibrée, extinction du cuivre

Il faudra veiller à ce que ces "raccordables à la demande" ne posent pas problème au moment de l'extinction du cuivre, et au préalable, pour l'accession au statut de zone fibrée, si les conditions d'attribution du statut sont empêchées par l'existence d'un nombre trop important de locaux "raccordables à la demande".

1.5 - Maintien de l'équilibre économique du projet de déploiement

Question n°5 : Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur les conséquences économiques à l'échelle d'un projet d'un nombre trop important de logements « raccordables sur demande » et sur l'opportunité de limiter la déclaration de logements « raccordables sur demande » par la définition d'un seuil maximal à l'échelle d'une zone, d'un PRDM ou bien d'un PM, et, le cas échéant, sur la valeur souhaitable de ce seuil.

Pour lisser le problème, il serait peut-être judicieux de donner un pourcentage maxi par NRO, variable selon les départements, voire un nombre absolu pour l'ensemble des plaques commercialisées par l'opérateur d'immeuble sur un département, chaque nouvelle plaque construite venant apporter son quota de raccordables à la demande.

En tout état de cause, tout doit être fait pour écarter le risque de constituer des " zones blanches de la fibre ".

1.6 - Délai de mise à disposition sur demande d'un PBO

Question n°6 : Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur le délai proposé pour encadrer le déploiement et la mise en service des PBO dont la pose aurait été différée à une demande effective d'accès au réseau.

Poser un PBO, ce n'est pas seulement poser la boîte et connecter les fibres du câble qui l'alimente. En amont, il y a le déploiement du câble depuis le PM, ou un PA (point d'aboutement intermédiaire évoqués plus haut). Si le déploiement du réseau passe par la construction d'artères de génie civil, il faudra sensiblement allonger les délais de réalisation du PBO.

Proposition du groupe ANT :

Pour assurer des délais acceptables par les OC pour leurs clients, il faudrait imposer à l'opérateur d'immeuble de :

- réaliser l'étude d'ingénierie détaillée complète nécessaire au raccordement au PM et à la pose du PBO, pour tout le département
- si, pour poser le PBO, il s'avère nécessaire dans l'étude d'ingénierie détaillée, de construire du GC, obtenir les autorisations ad hoc
- construire le GC (fourreaux, poteaux), cette option maximaliste pourra être discutée, le risque étant que les infrastructures établies ne servent jamais, ou pas avant des années.

Les 4 mois de délais maxi demandés par l'ARCEP seront difficiles à tenir s'il faut construire du GC enterré. Le groupe ANT propose de prolonger à 6 mois ce délai dans ce cas précis.

1.7 - Mise à disposition des informations concernant les PBO déployés sur demande

Question n°7 : Les contributeurs sont invités à faire part de leurs remarques sur les modalités de mise à disposition des informations relatives aux PBO déployés sur demande évoqués par l'Autorité.

Le groupe ANT est en accord avec l'approche de l'ARCEP sur ce point. Simplement, il s'interroge sur le contrôle effectif que le régulateur pourra réaliser sur les opérations.

1.8 - Justification du choix des logements concernés

Question n°8 : Les contributeurs sont invités à s'exprimer notamment sur les éléments pertinents qui pourraient être utilisés en vue d'évaluer l'appétence à court terme des clients potentiels pour les services à très haut débit sur fibre optique des clients finals.

Le groupe ANT a répondu à cette question dans sa réponse à la question n°4.

1.9 - Propositions pour la mise en œuvre d'une nouvelle réglementation

Compte tenu du nombre important de paramètres, certains susceptibles d'être anticipés, d'autres liés au comportement des consommateurs ou aux stratégies commerciales des opérateurs qui ne sont pas encore déterminés, il pourrait être utile de prévoir quelques territoires pilotes dans un premier temps, suivi d'un retour sur expérience, un bilan en GRACO éventuellement, assorti d'un groupe de suivi avec les collectivités sous l'égide de l'ARCEP.

Ce futur travail viserait à préparer la phase 2 du plan FTHD. En effet, à de rares exceptions près comme en Bretagne, les projets de phase 1 ont été ciblés sur les territoires les plus aisés à couvrir en complément des zones conventionnées. Par conséquent, il restera à construire les réseaux FttH dans les territoires les moins densément peuplés et donc possédant un important habitat isolé.

2 - Problématique des résidences secondaires

Ce document est joint à la présente réponse à la consultation de l'ARCEP.